

M. Skelly: Bravo! Un autre doctrinaire fanatique! Je pense qu'il est temps que le gouvernement se montre franc en dévoilant ses véritables intentions aux Canadiens. Il est certain que le gouvernement est prêt à privatiser une entreprise pour laquelle les Canadiens ont dépensé des milliards simplement pour prendre pied dans le secteur énergétique.

Jusque là ce secteur avait été la chasse gardée des multinationales. Les décisions étaient prises à l'étranger et les Canadiens faisaient les frais de cette absence de droit de regard sur le secteur. Le gouvernement actuel rendrait la société nationale aux multinationales permettant ainsi que l'avenir des Canadiens soit hypothéqué à leur profit.

PetroCan existe, mais elle aurait un visage différent si elle avait été créée par un gouvernement néo-démocrate. C'est Tommy Douglas qui, dans un discours à la Chambre à l'automne de 1973, a énuméré les principes devant guider la création d'une société énergétique nationale. Si on avait respecté ces principes, nous aurions eu une société pétrolière puissante qui ne se serait pas contentée de participer à la fixation des prix, mais qui aurait fixé des prix avantageux pour les Canadiens.

En créant Petro-Canada on voulait que les Canadiens puissent influencer le développement du secteur énergétique à leur avantage et non à celui des multinationales. La société devait participer à des entreprises mixtes avec d'autres multinationales pour préconiser des orientations favorables aux Canadiens tout en veillant à ce que ceux-ci soient à la pointe des techniques de prospection et d'exploitation. Les conservateurs voudraient maintenant la privatiser. Ils veulent faire confiance aux multinationales qui nous ont abusés dans le passé et, si on leur en fournit l'occasion, vont encore nous tromper à l'avenir.

Et la sécurité d'emploi, monsieur le Président? Sauf erreur, le président d'Imperial Oil avait affirmé au début des années 70, peu avant la crise énergétique, que nous avions du pétrole pour 900 ans; ensuite il avait déclaré que nous n'en avions plus.

M. Turner (Ottawa-Carleton): C'était faux.

M. Skelly: C'était faux. Avec Petro-Canada, nous avons au moins une idée des orientations et de l'évolution du secteur énergétique.

En un sens, je me réjouis que le parti conservateur nous ait enfin dit ce qu'il entend faire de Petro-Canada. Il veut s'en débarrasser en retirant un investissement que nous avons mis des années à accumuler et qui nous permet d'avoir un peu d'influence sur le développement du secteur énergétique. Ce serait une grossière négligence que de s'en défaire. Je suis convaincu que nos vis-à-vis seront tenus responsables des décisions du cabinet.

Les prochaines élections vont être marquées par le prix de l'essence. En Colombie-Britannique, le prix de l'essence a eu des répercussions terribles sur les communautés, en particulier les communautés rurales et celles qui sont éloignées des principaux centres, où le prix de l'essence va de 60 à 70c. le litre. Il est très coûteux de faire des affaires dans ces communautés.

Impôt sur les revenus pétroliers—Loi

La Colombie-Britannique est probablement l'une des provinces du Canada qui ont le moins remonté la pente après les ravages de la récession. Les communautés que je représente sur la côte de la Colombie-Britannique ont énormément de mal à participer à cette reprise qui semble se dessiner dans le centre du Canada et dans les autres régions de notre pays. L'une des principales difficultés tient au coût de l'énergie. Quand on paie l'essence 60 ou 70c. le litre, cela représente une part énorme de...

Mme Sparrow: Ils ne paient pas cela en Colombie-Britannique.

M. Skelly: Personne ne paie 60 à 70c. le litre?

Mme Sparrow: Pas en Colombie-Britannique.

M. Skelly: Il serait temps que la députée prenne connaissance de quelques faits. Les communautés de Colombie-Britannique ne peuvent pas participer à une relance efficace à cause du coût des transports par traversiers, du coût des transports aériens et du coût des affaires dans lequel les tarifs de fret occupent une très grosse part. Les consommateurs se font estamer.

Le prix de l'essence va avoir des répercussions sur le député de Cariboo-Chilcotin (M. Greenaway). Il serait intéressant d'entendre son point de vue sur les répercussions du prix de l'essence sur sa circonscription. Ce serait intéressant de l'entendre dire qu'il faut se débarrasser de Petro-Canada. Je pense que les gens mettront deux et deux ensemble et se diront qu'une compagnie pétrolière appartenant aux Canadiens et correctement gérée pourrait changer les choses.

Mais tout le problème se ramène à la nature du gouvernement. La ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déclaré qu'elle allait privatiser et se défaire d'un important actif dont s'étaient munis les Canadiens. Je trouve assez intéressante cette fixation idéologique du gouvernement qui veut absolument que tout doive retourner au secteur privé et qu'il soit hors de question d'avoir une économie mixte. C'est le genre de réflexion et d'action qui a fait tomber la popularité des conservateurs d'environ 52 p. 100 selon le sondage Gallup à 38 p. 100. Et je pense que cette dégringolade n'est pas terminée. Ce n'est pas simplement parce que le gouvernement a été incapable d'intervenir efficacement sur le prix de l'essence et parce qu'il a été incapable de faire quoi que ce soit de constructif avec Petro-Canada pour faire baisser les prix que sa popularité a chuté. Les gens ont été influencés par bien d'autres choses, et notamment par des mesures de favoritisme qui auraient fait reculer même le précédent gouvernement, qui n'était pourtant pas un enfant de chœur en la matière.

Les gens se disent que le gouvernement conservateur est le gouvernement de la grande entreprise, des banques, des compagnies pétrolières et de tout ce qu'on veut sauf les simples Canadiens. C'est cela, l'idée fondamentale. Et, avec 38 p. 100 d'opinions favorables, ces gens-là n'ont pas encore atteint le plancher de leur popularité dans les sondages Gallup.